

La première richesse n'est pas la finance mais le travail humain !

Sur l'emploi, pas question de se laisser faire !



Les licenciements, annoncés semaine après semaine commencent à ressembler à une vague cruelle qui emporte des emplois dans les services, comme dans l'industrie.

La Seine-Sain-Denis a reçu un terrible mauvais coup, après l'annonce de la fermeture de l'usine PSA à Aulnay à l'horizon 2014. Ce site concerne près de 8.000 emplois directs et indirects sur notre département.

Pourtant PSA n'est pas en difficulté, malgré les discours alarmants que la direction véhicule pour justifier ce « crime social ». Le plan de suppression d'emploi de la direction de PSA est très clairement motivé par une volonté de « rationaliser l'appareil de production », c'est-à-dire de fermer l'usine d'Aulnay et de surcharger de travail les usines de Poissy, Mulhouse et Sochaux. Il s'agit de les faire tourner 24 heures sur 24, voire sept jours sur sept selon les besoins, pour les faire monter à 130, 140 % de leur capacité, et ainsi dégager encore plus de bénéfice. La seule motivation de la direction dans cette affaire, c'est la rentabilité financière.

L'argument scandaleux du « coût du travail ».

Le véritable coût à faire baisser, c'est le coût du Capital, car l'avidité des actionnaires ne connaît aucune limite et échappe étrangement à toutes les critiques patronales ! 61 milliards de chiffres d'affaires en 2011 et le versement de 257 millions d'euros de dividendes aux actionnaires ! 200 millions d'euros gaspillés en rachat d'actions. 900 millions d'euros consacrés aux dépenses liées à la stratégie de délocalisation !

Par ailleurs PSA n'a cessé de bénéficier de baisse d'impôt. La taxe professionnelle a été supprimée sous Sarkozy, et le dispositif qui la remplace est bien moins contributif.

Les dirigeants de PSA ne veulent plus rien payer. Aujourd'hui la revendication du PDG est de ne plus payer de cotisations sociales. Demain, cela sera de ne plus verser de salaire... PSA n'investit pas dans la recherche, car c'est le « crédit impôt recherche, » et donc l'État, qui finance par exemple la recherche sur le moteur hybride (en parti électrique). Ces patrons sont des assistés professionnels et il faudrait en plus accepter sans rien dire qu'ils détruisent des emplois par milliers !

L'heure est à la riposte !

Sur l'emploi, les salaires, d'autres choix sont possibles. La Cgt a démontré dans le cadre du conflit de la Fonderie du Poitou, promise à la casse par Renault, de celui des Goodyears à Amiens, qu'il était possible de sauver les emplois et de préserver notre outil industriel. En Seine Saint Denis notamment à DHL et à Office Dépôt, la mobilisation a permis de faire reculer les projets de suppressions d'emplois.

Il n'y a pas de fatalité à la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay et à la destruction de 8.000 emplois sur notre département. L'usine d'Aulnay doit continuer à produire des véhicules !! Pour répondre aux nouveaux besoins de la population, fabriquer des voitures moins polluantes, moins coûteuses des alternatives existent ! En signant cette pétition vous donnerez encore plus de poids à des exigences d'intérêt général, pour que l'emploi et les salaires passent avant les actionnaires !

Il n'y a pas de fatalité à la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay et à la destruction de 8.000 emplois sur notre département. L'usine d'Aulnay doit continuer à produire des véhicules !!

